

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 10-1-1973 - N° 89

libérer paris

*les parisiens
en ont assez
d'être en tutelle*

T.V.A. :

*quel effet
psychologique ?*

élections :

*lettre ouverte
à philippe
de saint-robert*

nouvelle école :

- *identité
et inégalités*
- *la société
nietszche*



le mouvement royaliste

nouveaux points de vente

LE MANS

La N.A.F. est en vente dans les principaux kiosques de la ville.

LENS

— Maison de la Presse, rue de la Paix.

réunions

INDRE-ET-LOIRE SAINT-SYMPHORIEN

Vendredi 26 janvier à 21 heures, dans la salle de la Mairie, conférence de Gérard Leclerc : « La France pour son avenir : la Monarchie ».

TOURS

Samedi 27 janvier à 18 heures, dans les salons du « Métropole », 16, place Jean-Jaurès, conférence de Gérard Leclerc : « Maurras, prophète du XXI^e siècle ».

LOIRET

ORLÉANS

Judi 25 janvier à 21 heures, dans la salle de la Mairie, conférence de Gérard Leclerc : « L'A.F. et la Révolution ».

BANLIEUE SUD

Réunion mensuelle des sections 92 sud - 91 ouest - 94 ouest, le vendredi 12 janvier à 20 h 15, au Café « Le Commerce », 62, avenue du Général-Leclerc à Bourg-la-Reine.

FÉDÉRATION RIVE GAUCHE

SECTION DU 7^e

Vendredi 26 janvier à 21 heures, chez Mlle Gazeau, 7, avenue La Bourdonnais, conférence de Joël Broquet sur les campagnes actuelles.

permanences

VAUCLUSE

AVIGNON

Tous les vendredis de 18 à 19 heures, chez M. Boisserolle, 13, rue Noël-Biret.

GIRONDE

BORDEAUX

Pour tous renseignements, écrire à M. Ph. CHAIGNEAU, B.P. 13, 33036 Bordeaux Cédex.

VENDEE

Prendre contact avec M. F. GUERRY, a la Copechagnière, 85260 L'Herbergement.

messe louis XVI

COMMUNIQUÉ

La messe organisée par l'*Œillet Blanc* pour la mémoire de Louis XVI aura lieu le 22 janvier à 12 h 15, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.

compte de Noël

C'est avec beaucoup de confiance que les douze membres du Comité directeur avaient mis leurs vingt-quatre petits souliers devant la cheminée, le 24 décembre au soir. Force leur fut bien de constater, avec beaucoup de peine, que le Père Noël n'existe pas ! C'est donc vers nos lecteurs que nous nous tournons. La liste publiée ci-dessous comporte l'ensemble des dons que nous avons reçus ces trois derniers mois (à l'exception de la souscription pour l'imprimerie). L'examen de nos prévisions de recettes pour 1973, compte tenu de la faiblesse des dons reçus, nous contraint à laisser pour l'instant la N.A.F. Hebdo à huit pages.

Nous reconsidérerons cette position si nos recettes progressent d'une manière sensible, et ceci dépend de vous... Faites des abonnés nouveaux (il nous en faut 500 au minimum pour équilibrer), participez à notre souscription, faites connaître la N.A.F. autour de vous à l'aide des abonnements de propagande (abonnements de deux mois pour 10 F). C'est à cette condition que la N.A.F. reprendra son volume normal et que notre budget sera équilibré. Nos succès de cette année dépendent de cela. *A vous de jouer !*

Yvan AUMONT.

E. Vaudon, 100 ; Laffont, 27 ; J.-P. Nicolas, 100 ; Mme J. Renouvin, 155 ; Froberville, 20 ; Section Reims, 27 ; H. Watremez, 20 ; Anonyme Dijon, 200 ; Pierrugues, 15 ; Anonyme Saint-Germain, 100 ; Une royaliste de toujours, 200 ; Anonyme Orléans, 400 ; R. Eriksen, 15 ; O. Raymond, 10 ; Dussaux, 50 ; Courtillolles, 45 ; Moucadet, 26 ; Mlle Berger, 500 ; Section 10^e-19^e, 350 ; H. Catta, 10 ; Un syndicaliste, 20 ; Anonyme Bretagne, 30 ; Pour l'A.F. rénovée, 95 ; J. Minoret, 40 ; Quête rue de Rennes, 269 ; Anonyme Marseille, 5 ; Devèze, 15 ; Remis aux vendeurs à Levallois, 15 ; Harary de Chazelle, 45 ; C. Page, 150 ; H. Houzet, 20 ; Ragot, 5 ; Vaissière, 100 ; Anonyme Brest, 100 ; Un postier, 45 ; Billotte, 55 ; Cretoux, 11 ; O. Bertrand,

22 ; Jacques, 5 ; Soutien à la N.A.F., 300 ; Normand, 10 ; Lucenay, 15 ; Vaudon, 100 ; J. Félix, 30 ; Pasqueron, 20 ; Raison du Cleuziou, 90 ; Darcel, 100 ; B. Marchand, 150 ; Ingres, 145 ; Un camelot de la 17^e, 500 ; Petit, 30 ; Mlle Berger, 100 ; Rapatout, 100 ; Anonyme Bretagne, 5.000 ; Brès, 100 ; R. Louis, 45 ; G. Chigot, 60 ; Buffet, 50 ; Billotte, 100 ; Anonyme Romorantin, 200 ; Desmars, 50 ; Mlle Giraud, 60 ; Anonyme Normandie, 40 ; L. de Ravel, 100 ; Remis aux vendeurs à Notre-Dame, 9 ; Lichtig, 60 ; Nicolas, 100 ; Dorso, 100 ; De Monneron, 90 ; Anonyme Reims, 200 ; Laurent, 10 ; Dr Longin, 20 ; Mlle Hovelacque, 120 ; Section 3^e, 4^e, 11^e, 60.

Total de cette liste 11.581 F

arsenal
n° 2
est
paru

BULLETIN D'ABONNEMENT

RECTIFICATIF : Tous les versements doivent être faits au nom de "A.F.U." - C.C.P. 1918-59 Paris.

NOM

Prénom

Adresse (1)

Je souscris un abonnement d'un an, soit 10 numéros, à la revue ARSENAL et verse 60 F (abonnement normal), 150 F (abonnement de soutien).

(1) N'oubliez pas le numéro et le nom de votre rue ainsi que le Code postal. Merci.

à philippe de saint-robert

Comment ne pas se féliciter, au milieu des flots d'éloquence électorale, que quelqu'un vienne enfin parler le langage d'un politique ? C'est ce que vous venez de faire dans *Le Monde* du 4 janvier, et il convient de vous en remercier. Nous vous serions peu sincères, et vous en seriez déçus, si nous n'exprimions pas notre étonnement devant la contradiction prodigieuse que tout lecteur averti n'a pas manqué de découvrir dans vos propos.

Vous écrivez : « *Il n'y a pas d'élections en France qui ne soient l'organisation plus ou moins contrôlée de vieilles guerres civiles. Les proclamations partent de toute part comme des chassepots ; les polémiques dressent des barricades imaginaires dans les allées du pouvoir ; des simplifications s'opèrent dans les consciences, dont résultent des injustices qui se croient belles comme la vertu et courageuses comme l'ambition ; la bataille d'idées devient la bataille d'hommes...* » Comment écrire cela et ensuite faire l'apologie d'un régime qui fait tout reposer, et la légitimité, et ses institutions, sur l'organisation sans cesse recommencée d'une guerre civile « plus ou moins contrôlée » ?

Vous continuez plus loin :

« *Ce qu'on appelle encore l'indépendance nationale, qui ne peut être maintenue et poursuivie que si la République demeure dotée d'une tête qui a vocation de penser et d'agir, d'appeler et de conduire, en vertu de sa propre indépendance à l'égard des partis, des féodalités, des factions. Une tête qui bien sûr peut faillir, on le voit bien, mais en cela même très supérieure au pouvoir impersonnel, et par conséquent irresponsable, qui, quant à lui, ne pouvait que faillir, et de ce fait, quoiqu'il fût alors « de gauche », a sombré dans la défaite en 1940 et dans l'insurrection en 1958.* »

Nous ne pouvons feindre de croire que République soit ici entendu dans son vieux sens romain. Vous parlez bel et bien de cette République qui s'est instaurée contre la monarchie. Vous en parlez si bien que vous n'hésitez pas à justifier audacieusement sa fondation : « *Si la monarchie capétienne n'a pas sombré dans la tyrannie propre à tous les despotes de l'histoire (Périclès excepté), c'est qu'elle a, par l'alliance du roi et du peuple contre les féodaux et les grands, formé la nation à quoi elle s'est identifiée jusqu'à ce que celle-ci tente d'exister par elle-même, du fait même de son achèvement.* » Reconnaissons la nuance importante qu'implique le verbe *tenter*. La nation a simplement tenté d'exister sans sa monarchie. A-t-elle réussi ? Vous n'y croyez pas, Philippe de Saint-Robert, puisque précisément, le général de Gaulle est venu, pour vous, donner à la République cette tête qui lui manquait, et sans laquelle il n'y a pas d'Etat viable et agissant.

Il y a entre nous un débat qui s'exprimait déjà lorsque vous répondiez à notre enquête *République ou Monarchie*. Nous pensons, vous et nous, que tout Etat légitime s'appuie sur un consensus populaire. C'est l'idée que nous retenons de vos principes pour une *légitimité populaire*. Il est certain que la monarchie capétienne n'aurait pas duré de 987 à 1789 s'il n'y avait eu cet accord profond entre le roi et le peuple dont parlait encore, il y a quelques jours, le Premier Ministre. Le débat commence lorsque vous entendez que le nécessaire consensus populaire s'exprime par la voie dite démocratique. Commence aussi notre désaccord parce qu'alors le consensus n'existe plus, il se dégrade sous l'effet des querelles de parti, et de cette logique de guerre civile dont vous montrez parfaitement qu'elle fausse entièrement les données.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir symbiose entre le principe monarchique de l'Etat et le principe essentiellement désorganisateur de la démocratie. Pour une raison simple : la *démocratie républicaine* est incapable de respecter cette *dimension nationale* dont vous parlez et sans laquelle elle ne peut que sombrer dans l'une quelconque des formes modernes de la tyrannie, dont la dictature des clans et l'aliénation qui s'ensuit ne sont pas les moindres. Toutes les analyses de la conjoncture présente dans votre article apportent la vivante démonstration que la démocratie républicaine c'est cela et ça n'est que cela.

Vos flèches contre Giscard d'Estaing montrent que la majorité n'est pas sûre (l'électorat communiste, dites-vous avec raison, est plus attaché à la patrie que celui des Républicains indépendants). Les réformateurs veulent changer la politique étrangère parce qu'elle n'est pas conforme aux intérêts de ceux pour qui privilèges et argent tiennent lieu de patrie. Quant à l'union de la gauche, vous soulignez un de ses plus extraordinaires paradoxes : « *Le drame de l'union de la gauche est que, en fin de compte, en matière d'indépendance nationale, elle n'offre de réelle garantie ni à l'encontre de la domination américaine, du fait du parti socialiste, ni à l'encontre des ambitions soviétiques, du fait du parti communiste.* »

Vous savez parfaitement que même si l'union de la gauche ne remporte pas les élections, l'actuelle majorité risque d'être élargie aux plus farouches détracteurs d'une politique d'indépendance nationale. En ce cas, vous serez condamné à jurer la perte de ces institutions gaulliennes qui auront d'elles-mêmes entraîné la perte de l'indépendance française.

Mais ces institutions vous laissent encore un espoir à cause de leur « souplesse ». « *Dès lors, il est du devoir du chef de l'Etat, garant des institutions de la République comme il l'est de l'indépendance de la nation, de les défendre et d'en assurer éventuellement le fonctionnement contre l'insurrection permanente des partisans, des frondeurs et des factieux...* »

Faut-il comprendre qu'en cas d'échec électoral, le Président de la République devrait ignorer totalement le Parlement ? La question est posée dans la colonne voisine par Jacques Fauvet. Elle n'est donc pas superflue. Nous irions dans ce cas vers une situation de crise ou de coup d'Etat. L'éventualité en est inscrite depuis 1958 dans la Constitution.

Mais ce serait la preuve alors de la faillite de cette Constitution. Comment pouvez-vous alors lier le sort de la France, de son indépendance, de son avenir, à ses actuelles institutions ? Elles n'étaient « viables » que sous l'aura du général. Lui disparu, nous sommes toujours en république, et les factions poursuivent de plus belle leur tâche de désintégration de l'Etat et de la nation.

Il faut décidément, Philippe de Saint-Robert, abandonner cette république et sa logique destructrice pour reconstruire, cette fois sans retour, la légitimité française. C'est la seule tâche concevable pour ceux qui, en dépit de tout, croient en la France.

Gérard LECLERC.



la cause des peuples

Bertrand Poirot-Delpech a incontestablement visé juste en rendant compte dans *Le Monde* du dernier livre de Jean-Edern Hallier (1) : « Ce qui reste d'autosatisfaction féodale et de pathos confortable derrière cette prise de conscience en trompe-l'œil risque de laisser à Jean-Edern Hallier la réputation d'animateur un peu fantaisiste du mouvement dont il se voudrait l'avant-garde. Trop d'attentes et de couplets droitiers se mêlent à ses prophéties ardentes » (2). Il a beau dire qu'un soir où il s'était intoxiqué au haschisch, il se convertit à la haine révolutionnaire, la bourgeoisie lui colle à la peau, elle lui suinte par tous les pores.

Qu'est-ce que son livre, sinon un essai conforme à toutes les règles de la culture et de l'esthétique de sa classe ? Le châtelain bréton que hante le souvenir de l'Autriche de François-Joseph et de la somptueuse cour de Vienne, est le même qui se promène rêveusement au milieu d'un « peuple » de légende. Pourquoi ne pas le dire ? Les qualités d'écriture de son livre sont certaines. Les souvenirs d'enfance, la petite guerre dans les ruines fumantes d'une ville que la vraie guerre vient de ravager, ont le charme discret des mémoires de ceux de son monde. Les souvenirs de collège et de lycée, le récit d'une fugue adolescente, l'amitié avec Jean-René Huguenin et les démêlés de l'équipe de *Tel Quel*, tout cela est joliment raconté. Comme il s'y complait le Jean-Edern que le maréchal Pétain fit un jour sauter sur ses genoux, dans cette rêveuse bourgeoisie ! En est-il sorti en se transformant en *Idiot international* ? Pas par son mariage avec une fille dont la famille italienne arrive juste en dernière position derrière M. Agnelli pour les chiffres de déclaration d'impôt de la péninsule.

Mais il est vrai qu'un soir où il s'était drogué, le châtelain s'est trouvé mêlé à une manif de mai, qui décida de son destin. Ainsi sorti de son parc, il a découvert l'exploitation des travailleurs, l'écœurante dialectique de ceux qui prêchent l'amour pour mieux anéantir la réaction des exploités, il a compris la haine... Du coup, il s'est retourné contre les siens.

Au parti, on a l'habitude de se méfier de ces transfuges, au langage révolutionnariste, même si leur talent n'est pas dédaigné. (Aragon ne se mit-il pas en frais pour conserver aux *Lettres françaises* ce jeune homme dont les premiers essais donnaient de belles promesses ?) Un ouvrier, un fils d'ouvrier se bat pour ses conditions de vie, son pain quotidien à se débarrasser d'abord de ses complexes de à se débarrasser d'abord de ses complexes de bâtardise. C'est prêt à se laisser aller à tous

les aventurismes. Jean-Edern Hallier paraît ainsi la cible rêvée pour le P.C. : n'est-il pas le type même de ce qu'il dénonce depuis 68 dans le gauchisme, cet aventuriste petit-bourgeois. Il sera amusant de lire le compte rendu du livre dans *l'Humanité*, s'il y en a un...

Reste que l'auteur de la *Cause des peuples* a tous les défauts, mais aussi bien des qualités du gauchisme : la générosité, l'élan humanitaire, la volonté de sortir des ornières de la politocaille du pays légal. L'attention portée aux mouvements régionalistes, à tous les combats du monde ouvrier qui veut qu'on reconnaisse sa dignité, ne peut être accueillie qu'avec sympathie.

Mais quelles raisons profondes, quelle pensée politique vont éclairer, donner son véritable sens à cet engagement ? Là est la vraie question. L'humanitarisme, comme les bons sentiments, ne suffisent pas. Si le gauchisme ne débouche pas sur cette réflexion indispensable, il se perdra ou dans le nihilisme, ou dans les idéologies totalitaires qui, en ce XX^e siècle, ont confisqué la générosité humaine pour le service d'un monde de cauchemar.

(1) Jean-Edern Hallier : *La Cause des Peuples* (Le Seuil).

(2) *Le Monde*, 14 décembre 1972.

la chasse au bonheur

Echapper aux cités sans joie, à cette triste société de consommation, pour ceux qui y ont droit, et pour les autres à une société de production déshumanisante, c'est pour ces raisons que des centaines de jeunes quittent leurs familles, leurs amis, leurs cités pour aller traquer le Bonheur au fin fond de l'Ardèche ou de la Lozère. Plus qu'une étude sociologique, *La Chasse au bonheur* (1) est un témoignage de ce que peuvent vivre ces jeunes.

« Gauchistes », « drogués », « débauchés », « crasseux », « oisifs », les *communards* ont mauvaise réputation. On les accuse d'être maoïstes et quelques-uns le sont ; on les accuse de détruire la famille en pratiquant la communauté des femmes et des enfants, ce qui est parfois vrai. On les accuse enfin d'être des « agents de la subversion » parce qu'ils soutiennent telle ou telle grève dans une petite ville de province dont la dernière usine va bientôt fermer ses portes.

Si les communautés diffèrent beaucoup entre elles, on peut cependant y retrouver quelques traits communs. Pour la plupart, ces jeunes ne sont pas des fils de bourgeois gavés de bonheur matériel et de libertés : ils appartiennent au milieu ouvrier. Ils ont cru au grand espoir de mai 68, ils ont voulu « changer la vie tout de suite » en créant la cité communautaire de leurs rêves.

Bien sûr, toutes les communautés ne se valent pas. Certaines s'unissent autour d'une activité (agri-

culture, élevage, artisanat, etc.). Un grand nombre n'ont qu'une existence éphémère. Il y a les communautés révolutionnaires dont certains *communards* ou *routards* sont d'anciens « militants ». Mais le fossé se creuse entre les « militants » d'aujourd'hui et les *communards* qui, eux, cherchent davantage à mettre en pratique le vieux rêve fédéraliste et à en témoigner.

On les accuse de détruite la famille ! Mais ils ont fui une société qui les privait de cette affection privilégiée : la vie moderne dans les grandes concentrations urbaines tue la famille beaucoup plus sûrement que les petites dames du M.L.F. Ils cherchent un substitut de famille dans la création de telles communautés. Pour certains, l'activité en commun a permis de s'épanouir en retrouvant le sens de leur travail.

On peut leur reprocher de refuser la société technicienne ou de vouloir se mettre en marge du monde moderne au lieu de s'engager vigoureusement dans les postes de responsabilité dans la cité pour un combat politique efficace. La technique, neutre en elle-même, provoque des mutations irréversibles : tout le problème est de la maîtriser pour créer une société technicienne au service de l'homme.

Le véritable militant politique rejette ces utopies et ce passéisme du retour à la nature, mais il se réjouit de ces expériences de vie communautaire, même temporaires, car elles permettent parfois de redonner vie et animation à des régions en voie de dépeuplement complet. Si certains veulent vivre autrement que les autres, on ne voit pas pourquoi la société pourrait les en empêcher.

(1) *La Chasse au bonheur* (les nouvelles communautés en France, par Régis-Pol Droit et Antoine Gaillon - Calman-Lévy).

lettre ouverte aux gaullistes trahis

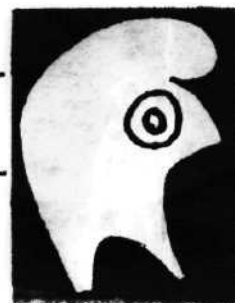
Henri MODIANO : "LETTRE OUVERTE AUX GAULLISTES TRAHIS" (A. Michel)

Par un député de la majorité, qui n'est pas loin de se prendre pour un génie, l'exposé d'une affaire ténébreuse (celle de « France-Elevage »), sur laquelle on n'apprend rien de plus que ce que l'auteur avait déclaré à l'automne dernier.

Restent quelques considérations intéressantes sur le métier de député « majoritaire », et surtout une étonnante galerie de féroces portraits. Ainsi celui de Messmer : « L'ombre de Messmer ne fait point d'ombre... Pierre sûrement, par l'aspect gris, poudreux, le charme de la muraille.

« Auguste ? Que non ! Pompeu seulement.

« Son art étonne, qui n'est qu'à lui : il demanderait l'heure avec solennité. Il affirme l'évidence avec componction. Il détaille le commun avec



une morgue espagnole. Il pleut des vérités premières, tendons nos rouges tabliers.

« Qui donc s'étonne que Messmer ait pu faire Hubert Germain ministre ? Ils vont ensemble. Et les précédents sont là, pour rassurer. Caligula alla plus loin lorsqu'il fit son cheval consul. »

Et voilà comment on se venge des méchants, dans la petite classe politique. Ça fera rire, le temps d'une campagne électorale. Mais pas plus.

odessa

Frederick FORSYTH : "ODESSA" (Mercure de France)

Un jeune Allemand (dynamique-et-aux-dents-longues), reporter fougueux (il a une voiture de course), affublé d'une maîtresse appétissante (un peu d'érotisme, ça paie toujours), se lance dans la chasse aux anciens S.S. (le thème se vend bien) qui, de concert avec les Egyptiens (Oh ! les vilains Arabes), tentent de détruire Israël (Ah ! les braves gens) au moyen d'armes terrifiantes (voyez James Bond).

Simple roman policier mêlant sans grande finesse les recettes du succès ? Non, puisqu'on nous dit que l'auteur s'est livré à une enquête approfondie auprès des anciens S.S. Le vrai et le faux se mêlent donc, comme les bonnes intentions aux douteuses.

Du moins referme-t-on ce livre médiocre avec la conviction que les nazis n'ont pas disparu en 1945. Mais point n'est besoin de roman à succès pour s'en convaincre. Ne suffit-il pas de regarder autour de soi ?

guide du militant

Denis LANGLOIS : "GUIDE DU MILITANT" (Seuil)

Que faire lorsqu'on sonne chez vous au lever du jour ? Quelle attitude adopter en cas de conduite au poste, devant le juge d'instruction ou en prison ? Quels sont les moyens d'investigation de la police et les grands principes du droit d'association et de réunion ?

Autant de questions dont il importe de connaître la réponse quand on est militant politique. Trop d'exemples, récents ou anciens, montrent que l'ignorance dans ce domaine aboutit souvent à des conséquences fâcheuses. Aussi convient-il de remercier Denis Langlois, avocat à la Cour, de ce petit guide destiné aux militants gauchistes et que chacun devrait avoir dans sa poche lorsqu'il manifeste, distribue un tract ou colle une affiche.

En vente à la N.A.F.

TVA : quel effet psychologique ?

● Derrière l'opération psychologique, orchestrée à grand tam-tam, de la baisse des taux de T.V.A., se cache un scandale : la T.V.A. — impôt des pauvres — est devenue le principal impôt français.

Janvier : traditionnellement, c'est le mois des soldes. Après le rush de la fin décembre, les grands magasins, soucieux de la marche de leurs affaires, tiennent à attirer la clientèle par des baisses spectaculaires de prix. Moins 10 %, moins 20 % et parfois 30 %, voilà quelque chose d'alléchant pour le consommateur ainsi sollicité. Perdue au milieu d'autres, une étiquette se remarque pourtant : « Baisse T.V.A. », sur fond de sèmeuse.

Eh oui ! M. Giscard d'Estaing s'est mis au goût du jour, on solde rue de Rivoli, le bulletin de vote pour la majorité coûtera moins cher en 1973 qu'en 1968, pour le consommateur qui est aussi un contribuable. Et parfois les deux en même temps. C'est le principe de l'« impôt indolore », cette merveilleuse T.V.A., *Taxe à la Valeur Ajoutée*, que nous envient nos voisins européens et qu'ils s'empressent, l'un après l'autre, de mettre en vigueur chez eux. Le principe en est simple. Tout produit subit une taxe, à un taux donné, à chaque stade de fabrication et de distribution. Celui qui la paye en amont en est remboursé en aval. Mais la chaîne n'est pas sans fin, et qui supporte cette taxe en dernier ressort ? Le consommateur, bien sûr. *Taxe incorporée au prix et dont on finit par ne plus s'apercevoir.*

Qui sait, par exemple, que lorsqu'une voiture est vendue 10.000 F, ce prix comprend 2.500 F de T.V.A. ? Car l'automobile, considérée comme un produit de luxe, subit le taux dit « majoré » de 33 % sur le prix hors taxe. L'électro-ménager, entre autres, supportait il y a peu un taux de 23 %. Toute l'alimentation un taux de 7,50 %. Divers autres produits un taux de 17,60 %. Quatre taux donc, les plus élevés d'Europe. Et c'est sur eux que M. Giscard d'Estaing va jouer pour lutter contre l'inflation. Pour donner aux Français l'impression que le gouvernement fait quelque chose de concret contre la hausse des prix. Qui se plaindra d'ailleurs que le taux de 23 % passe à 20 % ? Certainement pas le consommateur ! Encore faut-il qu'il s'en aperçoive et que les prix hors taxe n'aient pas augmenté entre temps. C'est pourtant bien souvent le cas.

A grand renfort de publicité on a fait savoir aux Français que la T.V.A. allait baisser, que cela coûterait quelques 7,5 milliards de francs, mais qu'ainsi la hausse des prix serait enrayée. Ce sera effectivement le cas, au moins jusqu'en mars. Mais après ?

Après, le Français s'apercevra que la hausse des prix de gros se répercute un jour ou l'autre sur le prix de détail. Qu'une baisse de 3 % de la T.V.A. cela ne vaut pas une hausse de salaire

équivalente. Et surtout, il se rendra compte que la T.V.A. existe. Que tout le monde la supporte au même taux. Mais alors, l'impôt n'est pas progressif en France ? Non, et le fameux impôt sur le revenu devient une part de plus en plus faible des recettes de l'Etat, c'est la T.V.A., ce sont les impôts indirects qui augmentent proportionnellement. On disait que M. Giscard d'Estaing visait « l'effet psychologique ». Il l'aura, mais peut-être pas comme il le désirait.

P. D'AYMERIES.

NAF . TELEX

Valéry Giscard d'Estaing est plein d'ambition ! Le fameux emprunt d'Etat qui lui est nécessaire pour remplacer le manque à gagner que représente la baisse de la T.V.A. (qu'en pensent les ménagères ?) est d'un montant de 5,5 milliards. Mais le ministre souhaite très vivement pouvoir annoncer un dépassement et vise un objectif de 6,5 à 7 milliards. Et en cinq jours si possible ! Bah, tout le grand capital sera mobilisé pour « rétablir la confiance »... et bien faire voter l'électeur-cochon-de-payant. Un nouvel épisode des amours argent-roi-démocratie. Cela doit rappeler de vieux souvenirs à M. Mitterrand, ex-ministre de l'Intérieur du gouvernement Guy Mollet, lequel avait réussi le même tour de passe en 1956.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e



libérez paris !

Libérer Paris ! Un slogan lancé par quelques agités en mal d'activisme ? Non, surtout une nécessité ressentie par un nombre toujours croissant de Français qui en ont assez de vivre dans une ville soumise à un véritable statut d'exception et où subsiste une démocratie formelle privée de citoyens. Paris n'appartient plus aux Parisiens car, pour reprendre l'expression de Claude Bourdet (1), « d'une certaine manière, la structure de Paris est celle d'un Etat colonisé » (2).

Le propos peut être trouvé violent. « La ville de Paris, annonce fièrement l'article 3 de la loi du 10 juillet 1964, est administrée par le Conseil de Paris » qui regroupe quatre-vingt-dix élus. Fort bien, mais c'est oublier que le Conseil de Paris, contrairement aux conseils municipaux des autres villes de France ou des capitales étrangères, n'a pas compétence générale sur les affaires qui devraient être logiquement de son ressort, car certaines de ses délibérations doivent être approuvées par le Préfet de Paris pour devenir exécutoires ; c'est oublier aussi que la ville reste soumise au contrôle a priori du ministère de l'Economie et des Finances.

LA TUTELLE RÉPUBLICAINE

A vrai dire, la description des mécanismes dans lesquels se trouvent pris les Parisiens — tâche qui demanderait plusieurs pages de notre journal — serait insuffisante en elle-même pour clarifier une situation confuse, où la collusion de la politique et de la finance n'a cessé de progresser.

Le pouvoir parisien est non seulement entre les mains de deux préfets, il est également entre celles du monde des affaires et des banques ; le phénomène n'est pas nouveau, mais il n'a fait qu'empirer. Personne n'ignore les anciennes attaches financières de l'actuel Président de la République, mais il est également intéressant de noter que l'ancien ministre de l'Équipement et du Logement présida jusqu'en 1968 la Banque Commerciale de Paris et que M. Diebolt, ancien préfet de Paris, est devenu fondé de pouvoir de la Banque de Paris et des Pays-Bas. A cet égard, le livre de Claude Bourdet est riche en enseignements et on comprend mieux les craintes que suscite parmi certains conseillers le projet de « Cité Financière ». « L'urbanisme du centre de Paris, déclarait récemment M. Moulinet, se réalisera donc dans le secret des bureaux de la haute finance, sans que les Parisiens et leurs élus soient en mesure de s'y opposer » (3).

Faudrait-il conclure à l'existence d'un sombre complot où se retrouveraient pêle-mêle gouvernement, banques et fonctionnaires spécialisés ? Ce serait trop simple. Les spécialistes de l'A.P.U.R. ou de l'A.P.U.R. (4) ont, en général, une vue exacte de la situation. Pour reprendre l'exemple du projet de « Cité Financière », on trouve dans la revue *Paris-Projet* une excellente analyse des conséquences qu'entraînerait la multiplication des bureaux dans le cœur de la capitale : « Les implantations nouvelles d'ensembles de bureaux ne peuvent en

tout cas éviter de bouleverser profondément la physionomie sociale des quartiers où elles ont lieu, aussi bien en ce qui concerne les catégories socio-professionnelles que les classes d'âge... »

« Sans verser dans un culte excessif du passé ni dans l'ornière populiste, il faut bien constater que disparaît par là-même ce qui semble bien être le facteur déterminant de l'animation dans une ville : la variété et le mélange "organique" des habitants, comme des services qui leur sont offerts... l'uniformisation des activités et des classes sociales... risque bien d'aboutir à une sclérose de la vie urbaine dans Paris » (5).

Les analyses des techniciens officiels peuvent donc être bonnes, mais, dès qu'il s'agit de conclure, elles se retrouvent face au problème des intérêts des groupes de pression qui s'opposent à ceux des habitants, les premiers dominant inmanquablement les seconds.

LA RIPOSTE DES PARISIENS

Bien sûr, rien n'est tout blanc ou tout noir. L'administration parisienne s'est efforcée, à maintes reprises, de défendre les intérêts de ceux dont elle a la charge.

Prétendre le contraire serait nier l'évidence. Il convient cependant de souligner que c'est bien souvent grâce à la pression venue de la « base » que le conseiller parisien a pu retrouver son rôle naturel de porte-parole de la population. En ce sens, l'action menée par les associations de quartiers au cours de ces dernières années, comme celle entreprise par le Comité Sauver Paris, a été loin d'être négligeable. Et il y a un peu plus de deux ans, un regroupement de vingt-cinq associations d'habitants a constitué une « plate-forme pour la participation à l'urbanisme et à la vie municipale » et a tenu une conférence de presse particulièrement intéressante, car parmi les différentes réformes proposées figuraient l'élargissement des compétences du Conseil de Paris, l'élection d'un Président-Maire qui convoquerait l'Assemblée à sa propre initiative ou à la demande du tiers des membres du Conseil et qui représenterait la ville en justice, la création de vingt-cinq unités urbaines remplaçant les arrondissements et, à leur tête, un conseil compétent pour toutes les questions locales et responsable de certains équipements ; la mise en place, dans chaque quartier, d'un centre d'information permettant à la population une meilleure utilisation des services dont elle peut avoir besoin et une connaissance sérieuse des trajectoires et doivent être envisagées ; nous aurons l'occasion d'en reparler prochainement.

Mais il importe surtout de comprendre dès à présent que rien ne sera durablement modifié si l'on se borne à quelques révisions de structures administratives, sans tenir compte du pouvoir politique et de l'ensemble des Parisiens.

Parmi ces derniers, il y a encore un trop grand nombre de personnes qui confondent l'attrait

incontestable de Paris avec la manière dont la ville est gérée ! « Il est incroyable, constate Bourdet, que les Parisiens ne sachent que gémir contre la politique imbécile qui règne dans leur ville en matière d'urbanisme, de logements, de transports, etc., ou contre les prévarications et les scandales qui se multiplient, il est incroyable qu'ils continuent à consolider une structure absurde qui fera l'étonnement des historiens de l'avenir » (6).

Libérer Paris est non seulement une nécessité, mais une tâche qui consiste à susciter la réaction décisive en s'appuyant sur toutes les luttes qui agitent la capitale, un combat politique précis qui s'inscrit dans le cadre de notre révolution royaliste, un objectif vers lequel doivent tendre toutes nos forces. Et vite.

F. O'DRISCOLL.

(1) Conseiller de Paris de 1959 à 1971, Cl. Bourdet est l'auteur de l'importante étude « A qui appartient Paris ? ». Le Seuil, 1972. 350 pages.

(2) « A qui appartient Paris ? », page 146.

(3) *Le Monde*, 6 décembre 1972.

(4) Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne et Atelier Parisien d'Urbanisme. Présidé par le Préfet de Paris, l'A.P.U.R. publie la revue *Paris-Projet*.

(5) *Paris-Projet*, n° 2, 1970.

(6) « A qui appartient Paris ? », page 336.

librairie



Bernard de VAULX

Charles Maurras, esquisse pour un portrait 15,00 F

Michel MOURRE

Charles Maurras 6,50 F

Jean-Noël MARQUE

Léon Daudet 40,00 F

Maurice CLAVEL

Combat, de la Résistance à la Révolution 24,00 F

Pierrette GIRAULT de COURSAC

L'Éducation d'un roi 28,00 F

Jean-Paul GARNIER

Le Drapeau blanc 34,00 F

Denis LANGLOIS

Guide du militant 20,00 F

DE LA POLITIQUE NATURELLE AU NATIONALISME INTÉGRAL

(Textes de Charles Maurras choisis par François Natter et Claude Rousseau) 36,00 F

C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris



identité et inégalités

Présentant le dossier de *Nouvelle Ecole*, il nous était impossible de ne pas poser la question « anthropologique ». Rien de plus ambigu d'ailleurs que ce dernier mot, et je connais des amis qui refusent de l'employer, son contenu moderne étant par trop insupportable. Peu importe ; il faut bien user des mots. Le tout est de faire un effort constant de précision.

Contre les tenants du réalisme biologique, nous avons affirmé une identité profonde des êtres humains qui constitue leur originalité spécifique. Ce faisant, nous n'avions nullement l'intention de nier leurs différences, leurs inégalités. Nous avons insisté sur un point parce qu'il était le plus décisif. A ceux qui seraient tentés de nous reprocher un « humanisme » niveleur et réducteur, je me permettrais de rappeler ma série d'articles sur l'anthropologie maurassienne.

LE DOSSIER "NOUVELLE ÉCOLE"

A.F.-Université, mai 1972 (épuisé) :

Article de Patrice de Cremiers : *Eugénisme totalitaire et bétail humain.*

N.A.F. n° 86 :

- Qu'est-ce que *Nouvelle Ecole* ?
- Le scandale de *Nouvelle Ecole*.
- Le fond du débat.

N.A.F. n° 87 :

- Socrate était-il nègre ?
- *Europe-Action - Nouvelle Ecole* : les mêmes idées, les mêmes hommes.

N.A.F. n° 88 :

- En lisant *Nouvelle Ecole*.
 - Le groupe G.R.E.C.E.
 - Pourquoi attaquer *Nouvelle Ecole* ?
- En vente à nos bureaux : 10 F.

Ce n'est pas parce que les hommes participent d'un même principe qu'ils sont égaux en talents, en aptitudes, en compétences, en héritages. Encore faut-il avoir une idée exacte du complexe « multidimensionnel » humain, pour ne pas faire du « réductionnisme ». Si vous n'admettez pas, nous disait en substance un professeur, outré par nos positions, la biopolitique de *Nouvelle Ecole*, c'est que vous êtes marxiste ! Hénaurme... Précisément, nous pensons que la « biopolitique » et le matérialisme historique, où tout est résorbé dans l'économique, participent d'une erreur commune.

Refuser de considérer que l'homme n'est pas seulement pur intellect, pure réalité biologique, ou être social, mais indissociablement les trois à la fois, c'est non seulement faire une erreur grave, mais c'est aussi s'exposer aux pires égarements politiques. Autant l'humanisme généreux va à la catastrophe avec son idéalisme, autant celui qui croit que tout se ramène à une question de sélection biologique nous mène à un monde de cauchemar.

Poser la question politique, c'est poser la question du milieu spécifiquement humain où s'organise une société, où s'élabore une civilisation. Il s'agit

donc d'un milieu que nature et culture ont façonné. Ainsi les nations sont pour nous des communautés historiques, donc des héritages façonnés à partir d'un milieu géographique, physique, ethnique, par le patient labeur capétien et l'effort multiple du peuple français dans l'infinité diversité de ses communautés. Impossible de réduire tout cela à des concepts d'héritage génétique et de sélection biologique ! (1).

De même, l'organisation sociale et les hiérarchies ne peuvent être considérées hors du complexe où elles évoluent. Qu'est-ce qu'une organisation sociale conforme à la « hiérarchie biologique » ? Expliquer sur la même lancée que les maux de la société actuelle viennent d'une écume et d'une lie biologique, cela peut mener très loin.

La criminalité ne s'expliquera que par les tares biologiques. Tirez-en les conséquences.

Et le génie, la créativité artistique, scientifique ? Faut-il y voir, à l'opposé, le fruit d'une particulière sélection biologique ? Alors pauvre Beethoven ! Sa réputation de génie doit être une drôle de supercherie. Son patrimoine de gènes, à considérer son entourage familial proche, était d'une qualité qui devait l'apparenter, soyons bons, sinon à la lie, du moins à l'écume.

Il faut voir sûrement dans sa prodigieuse réputation, l'effet des « techniques d'ahurissement », mises au point par les idéologies égalitaires métaphysiques ou laïques.

Jacques BLANGY.

(1) Il est bien entendu que refuser les théories du réalisme biologique, ce n'est nullement rejeter toute recherche en génétique !

le crépuscule des dieux blancs

Une société bien sympathique, cette « Société Nietzsche », où vous serez heureux de retrouver M. Pierre Lanse, déjà signalé à l'intérêt de nos lecteurs (rédacteur en chef de *l'Hespéride*, « pour la renaissance de la civilisation celtique », la Septième Aurore, B.P. 253, Paris), et M. Alain de Benoist. On dit de ce dernier, dans la rubrique « Activité de nos adhérents » :

« Alain de Benoist est secrétaire général de la revue "*Nouvelle Ecole*", organe des Groupes de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne (G.R.E.C.E.). Il prépare actuellement, sous l'égide de notre société, une bibliographie très détaillée de Nietzsche. » Au titre de bibliographe, Benoist est l'un des six membres du bureau de la Société (*Engadine*, n° 2).

Les extraits que nous encadrons sont tirés de la Définition du « Nietzsche », par Pierre Lanse, dans *Engadine* (organe de la Société Nietzsche, n° 2, hiver 1969-1970). Ils dessinent le portrait d'un certain « européen ». Cet « européen », on le retrouve aussi bien dans G.R.E.C.E. que dans *Nouvelle Ecole* : une tradition occidentale épurée de l'influence du Christ (un « chamo-sémite ») ; l'édification de « quelque chose de supérieur à l'homme » : le *surhomme-espèce*.

Que préférez-vous : le substrat ethnique de l'hexagone (G.R.E.C.E.), le quotient comparé des Noirs et des Blancs (*Nouvelle Ecole*), ou le prophète de Zarathoustra à l'heure où les « dieux blancs » sont menacés de crépuscule (Société Nietzsche) ?

... La découverte capitale de Nietzsche — et l'on serait tenté de dire découverte « scientifique » — c'est, bien entendu, la volonté de puissance (1), présente en tout être vivant depuis le plus infime, unique moteur du progrès, et, à bien y regarder, seule explication psychologique valable de l'évolution des espèces.

A la lumière de cette découverte, Nietzsche observe la société humaine et constate que les morales officiellement révérees fustigent toutes la volonté de puissance de l'individu, la couvrent d'opprobre sous le nom d'« égoïsme » ou d'« orgueil », et la condamnent sans rémission. Nietzsche en déduit aussitôt que la civilisation moderne renie ainsi la source même de tout progrès véritable, de tout perfectionnement, de toute ascension de l'espèce, qu'elle entre ainsi délibérément en décadence (1) et se coupe à elle-même la route vers « quelque chose de supérieur à l'homme », vers le *surhomme-espèce* (1)...

Pierre LANCE,
Editorial, « Engadine » n° 2,
Hiver 1969-1970.

(1) Souligné dans le texte.

Bien entendu, pour *Nouvelle Ecole*, rien que des faits, seulement de la science. Il n'est pas question de métaphysique ni de romantisme. Les études de M. de Benoist sur le prophète du « *surhomme espèce* », pour la Société Nietzsche, constituent sans doute un petit délassement des fatigués de la science. Un *surhomme* « biologique » qui n'a rien à avoir avec les savantes études sur l'évolution et l'eugénisme, la « différenciation » et la « sélection », chères à *Nouvelle Ecole*.

Beaucoup de chrétiens, c'est évident, sont des nietzschéens qui s'ignorent, sinon l'Occident prétendu « chrétien » n'aurait jamais pu prendre la tête de file des civilisations. Il est toutefois extrêmement important qu'un homme sache ce qu'il est (1), sans erreur ni équivoque. Et c'est bien parce que l'Occident s'ignore et se nie lui-même depuis quelque vingt siècles qu'il accumule en son sein les excès, les désordres et les aberrations qui nous font aujourd'hui douter de son avenir. Et comment l'Europe pourrait-elle encore revendiquer le rôle de guide des peuples, quand elle-même ne sait retrouver son étoile polaire ? « Deviens ce que tu es », s'exclame Nietzsche. Quand les Européens deviendront-ils ce qu'ils sont (1) ? Quand comprendront-ils que leur (1) prophète est le Zarathoustra des cimes neigeuses de l'Engadine, et non le messie pantelant du brûlant désert palestinien ?

(1) Souligné dans le texte.

Pierre LANCE,
Editorial, « Engadine » n° 2,
Hiver 1969-1970.

M. Schockley, Prix Nobel américain, qui se préoccupe beaucoup de relever le quotient intellectuel des U.S.A. par la stérilisation (indemnisée) de la lie biologique, doit beaucoup hésiter entre le « scientisme » de *Nouvelle Ecole* et le « romantisme » de la Société Nietzsche.

Une affaire à suivre.

M. R.

la 3^e chaîne est mal partie

Ceux qui, d'aventure, auraient fondé de trop grands espoirs sur la 3^e chaîne de télévision, peuvent d'ores et déjà laisser toutes espérances. Elle est et sera comme les autres : ni mieux, ni pire, quelques bons avocats, et d'irré-médiables défauts. Elle ne devait, du point de vue des programmes, ne connaître aucune spécificité, aucune « spécialisation » par rapport à ses deux aînées : il semble qu'elle s'y soit tenue avec une rigueur sans défaut, apportant beaucoup d'eau au moulin de ceux qui contestent son utilité.

Faut-il ou non créer une troisième chaîne ? Les arguments favorables viennent immédiatement à l'esprit : ils se ramènent en l'idée qu'une diversification plus grande des programmes assure une possibilité de choix accrue pour l'usager. Les arguments contraires soulignent essentiellement que les moyens financiers et techniques mis en œuvre auraient pu être mieux utilisés ailleurs ; par exemple, à l'amélioration des programmes des deux autres chaînes, ou à celle de leurs conditions de diffusion (surtout dans les régions de France les plus défavorisées à cet égard), ou encore (pourquoi pas ?) à la réduction pure et simple de la redevance.

Le lancement s'est fait, à grand renfort publicitaire, au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre. Cette première soirée, prestigieuse, allait servir de premier test. Hélas ! Rarement une soirée n'aura fait une telle unanimité : tout le monde s'est accordé à n'y voir qu'une invraisemblable médiocrité. Invraisemblable... ou trop vraisemblable. Il suffisait de tourner le bouton du récepteur pour se rendre compte que ce n'était pas mieux sur les deux autres chaînes. On n'était pas sorti des normes...

Un coup d'œil sur les programmes des jours suivants confirmait cette impression : pas d'esprit d'avant-garde, aucune créativité supplémentaire, le contingent habituel d'émissions un peu supérieures aux autres parvenant mal à faire oublier la grisaille générale (fût-elle en couleurs). Bref, rien de nouveau sous le soleil, ni sous la houlette de M. Conte.

La grande particularité de la 3^e chaîne sera, comme on le sait, la régionalisation. Une proportion importante de la production — un quart, actuellement — doit être confiée aux stations régionales. Marseille et Lille ont effectivement produit un certain nombre d'émissions prêtes à être diffusées. Glissons sur le paradoxe qu'il y a à diffuser des productions marseillaises à une date où les spectateurs marseillais ne reçoivent pas encore la 3^e chaîne. On peut surtout remarquer qu'il ne s'agit pas du tout d'une décentralisation, mais d'une simple déconcentration des moyens de production, toujours directement reliés aux services parisiens de J.-L. Guillaud, directeur de chaîne.

Cet état de fait souligne, en l'aggravant, le problème majeur de l'O.R.T.F. à l'heure actuelle : l'absence d'une véritable politique des programmes. Quand Arthur Conte fit venir près de lui Jean-Pierre Angrémy (Pierre-Jean Rémy en littérature) présenté comme un homme de « vaste culture » qui allait apporter un label de qualité aux produits de la maison, il y eut une première hésitation : d'abord nommé directeur de Cabinet, il devint, quelques jours après, « directeur adjoint chargé de l'harmonisation des programmes ». Ce « lapsus » était significatif : la mission confiée à Angrémy manquait terriblement de crédibilité. Lui-même y a sans doute cru quelque temps, mais a déjà dû un peu déchanter.

Arthur Conte, paralysé par des mouvements de grève (qu'il est beaucoup moins bien armé pour dominer que son prédécesseur, J.-J. de Bresson) ne s'occupe plus des programmes que de loin. Aussi ne dépendent-ils que des seuls directeurs de chaîne, qui agissent chacun de leur côté, et qui n'ont jamais que deux yeux : l'un est rivé sur leur équilibre budgétaire, l'autre sur les sondages d'audience (seule mesure objective des résultats de la concurrence entre les chaînes). Où pourrait donc se nicher le souci de la qualité des programmes ?

La 3^e chaîne pouvait tenter de se libérer de ces contraintes. Un peu en marge de la concurrence des deux autres chaînes, bénéficiant de l'atout de la nouveauté, elle pouvait s'offrir le luxe de la qualité à tout prix. L'expérience semble montrer qu'il n'en sera rien. Tant pis pour les téléspectateurs. Tant pis pour l'O.R.T.F., dont on peut se demander si, à nouveau, il ne part pas lentement à la dérive.

François FERRIER.

pompidou dans le piège

Qu'un léger glissement de voix en mars prochain entraîne la défaite de l'actuelle majorité et la Constitution risque de voler en éclats : à la suite du regretté Maurice Jallut, juriste éminent et méconnu, nous avons fait et refait cette démonstration chaque fois que l'occasion se présentait. Mais nos arguments ne furent que rarement pris en considération : tout allait si bien qu'il était presque scandaleux d'oser imaginer que la belle machine constitutionnelle risquerait de se détraquer un jour.

Mais ce jour semble maintenant proche, depuis que les sondages donnent l'avantage à l'opposition et que M. Pompidou lance, en même temps que des vœux, d'inquiétantes petites phrases. Il saura, disait-il la semaine dernière, « tirer les conséquences des conséquences ». Autrement dit, le Président de la République ne paraît pas vouloir se résigner, en cas de victoire de la gauche, à choisir son Premier Ministre dans ses rangs. Pas fou, Pompidou ! Il sait bien que si la Constitution lui accorde le droit de nommer son Premier Ministre, elle ne lui reconnaît pas celui de le renvoyer. Simple oubli des législateurs sans doute, mais source de conflits insolubles.

Ds lors, au cas où les résultats de l'élection ne conviendraient pas au Président de la République, il ne lui resterait plus qu'à dissoudre l'Assemblée fraîchement élue. Dangereux pari si les électeurs confirment leur premier vote, puisque le Chef de l'Etat n'a pas le droit de dissoudre une seconde fois avant un an. Alors, l'article 16 ? Cela reviendrait à différer la solution du problème... dans la meilleure des hypothèses. Une révision de la Constitution ? Mais pourquoi faire puisqu'on a tout essayé depuis 1791, même ce fameux « régime présidentiel » dont on reparle ces jours-ci... A moins que le Président de la République ne se démette, comme Mac Mahon voici bientôt quatre-vingt-seize ans. Ce qui ne résoudrait d'ailleurs pas le problème constitutionnel.

Rien n'est encore joué, bien sûr. D'autant plus que les discours sur le thème « moi ou le chaos » sont souvent payants. Mais en cas de victoire de la majorité en 1973, le problème se reposera en 1976, puis en 1977... Ce qui est certain, c'est que le système finira par éclater. Le résultat ? Peut-être nul. A moins qu'on ne se décide à se débarrasser des constitutions de papier.

B. LA RICHARDAIS.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**

